

Face à l'extrême droite, le front populaire !



Les élections européennes ont amplifié la crise démocratique : la moitié des citoyen·nes ne se sont pas déplacé·es pour voter. Parmi les votant·es, l'extrême droite a recueilli plus d'une voix sur trois.

Macron ouvre les portes du pouvoir à la famille Le Pen et l'extrême droite

À la suite de ce résultat dramatique, le président pyromane tente un ultime coup politicien.

En choisissant la dissolution, à ce moment-là, le président espère se poser une nouvelle fois en recours face à l'extrême droite, alors qu'il n'a cessé de lui faire la courte échelle, notamment avec son ignoble loi « asile et immigration ». Cette manipulation des institutions pour son seul profit politique est inacceptable !

Désormais, nous allons devoir élire une nouvelle Assemblée nationale

Une victoire de l'extrême droite serait une catastrophe pour les salarié·es actif·ves et retraité·es. L'extrême droite ose faire campagne sur les questions sociales, mais c'est une imposture électoraliste.

À chaque fois qu'elle a eu l'occasion d'agir, en votant au Parlement européen ou à l'Assemblée nationale, l'extrême droite a défendu les intérêts des riches et des multinationales, jamais ceux des salarié·es ou des retraité·es. Elle dit même ne pas revenir sur la retraite à 64 ans !

Elle est absente de toutes les mobilisations sociales et s'oppose aux grèves. C'est pour cela que les patrons se mettent progressivement à soutenir et promouvoir l'extrême droite. Leur programme commun, c'est le recul de nos droits.

Une victoire de l'extrême droite serait une catastrophe pour la démocratie et pour les libertés publiques. Il n'y a qu'à voir la manière dont elle a attaqué des associations comme le Secours populaire dans les mairies qu'elle a arraché·es. Lorsque l'extrême droite prend le pouvoir, elle change les règles pour le garder. On ne peut pas « essayer » des gens qui sont aussi dangereux.

La CGT appelle les salarié·es à ne pas donner une seule voix à l'extrême droite lors des élections législatives !

Nous voulons du changement dans nos vies !

La poursuite de la politique néolibérale qui est menée depuis vingt ans, marquée ces dernières années par les reculs de nos salaires ou des droits au travail, dont Emmanuel Macron a été le champion sourd et violent, est également une impasse. Elle a nourri l'extrême droite et détruit la confiance envers le système politique.

Le patronat porte une immense responsabilité, puisqu'il a fait prévaloir les intérêts des grandes fortunes et des multinationales au détriment de l'intérêt général. La liste de ses méfaits est longue : régressions sur les retraites et le chômage ; baisse de nos salaires en ne payant plus les cotisations sociales ; budgets d'austérité sur les services publics ; cadeaux fiscaux aux milliardaires et aux entreprises ; lobbying pour les accords de libre-échange qui dérèglent et

provoquent les délocalisations massives ; défense de l'agrobusiness qui fracasse les campagnes. Le résultat, c'est que nous avons du mal à boucler les fins de mois, que l'école, l'hôpital, l'énergie, les transports sont dans un état déplorable, alors que les dividendes versés aux actionnaires battent des records chaque année.

Nous avons besoin de trouver et de mettre en œuvre des réponses aux problèmes quotidiens qui pourrissent nos vies ! La dissolution de l'Assemblée nationale doit nous permettre d'élire des député·es qui portent ces réponses.

La mobilisation populaire a poussé la gauche à s'unir et à reprendre de nombreuses propositions du mouvement social.

La CGT propose aux salarié·es de s'organiser dans tous les lieux de travail pour gagner sur nos revendications :

- augmentation immédiate des salaires, du Smic, des retraites et des minima sociaux. Indexation des salaires sur les prix. Mesures concrètes pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- des moyens pour améliorer les conditions de travail dans les entreprises et les services, en commençant par le rétablissement des CHSCT ;
- renforcement de la Sécurité sociale protectrice des citoyen·nes ;
- retour à la retraite à 60 ans et départs anticipés pour les métiers pénibles ;
- amélioration de l'indemnisation des salarié·es frappé·es par le chômage ;
- moyens pour l'hôpital public et les réseaux de soins ;
- moyens pour l'école (de la maternelle à l'université) et la recherche ;
- politique de relance de la production, de la relocalisation et de l'emploi industriel pour le progrès social et environnemental ;
- renforcement de tous les services publics et lancement de grands travaux environnementaux (énergie, transports, logement, eau... investissement dans l'agriculture de proximité et de qualité) ;
- garantie des mêmes droits pour un même travail : régularisation des travailleurs et travailleuses sans papiers ;
- mesures de justice fiscale (taxe sur les grandes fortunes, les profits, les rachats d'actions, progressivité de l'impôt...).

Personne ne nous fera de cadeaux : en plus de la pression populaire pour les élections législatives, les solutions reposent aussi sur notre implication en commençant par nous syndiquer pour nous organiser. Pour arracher ces progrès sociaux, nous devons nous organiser avec nos syndicats pour porter nos revendications et n'exclure aucun mode d'action pour gagner – y compris la grève.



VOUS VOULEZ AGIR CONTRE
L'EXTRÊME DROITE ?
◀ INSCRIVEZ-VOUS

GRANDE MANIFESTATION - SAMEDI 15 JUIN
14h - Toulouse - Métro Jean Jaurès